

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1902.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour l'exercice 1902 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Le projet de Budget de l'Intérieur et de l'Instruction publique, pour l'exercice 1902, prévoit une augmentation de crédits de 286,032 francs sur ceux alloués pour l'année 1902.

Les chiffres des deux exercices s'établissent de la façon suivante :

A. — *Dépenses ordinaires :*

Exercice 1902	fr.	28,969,571	»
— 1901		28,370,539	»
AUGMENTATION . . . fr.		598,984	»

B. — *Dépenses exceptionnelles :*

Exercice 1902	fr.	2,099,610	»
— 1901		2,412,559	»
DIMINUTION. . . . fr.		312,949	»
EN PLUS. . . . fr.		286,032	»

Les crédits demandés pour 1902 s'élèvent donc à 31,069,181 francs, et ceux alloués pour 1901 à 31,783,149 francs.

Le projet de Budget justifie l'augmentation de 286,032 francs. Nous renvoyons, pour les détails, à la note qui précède l'exposé des dépenses.

(1) Budget, n° 4, VI.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. COLAERT, COUSOT, HOYOIS, VAN CAUWENBERGH, FRANCOTTE, DUFRANE.

Les sections, appelées à examiner le Budget, l'ont approuvé, savoir :

La 1 ^{re} section,	par 8 voix et 8 abstentions.
La 2 ^e —	par 11 voix contre 3.
La 3 ^e —	par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.
La 4 ^e —	par 8 voix contre 2 et 1 abstention.
La 5 ^e —	à l'unanimité moins 3 voix.
La 6 ^e —	par 10 voix contre 7.

C'est donc à une grande majorité que le projet de Budget a été adopté par les différentes sections. Nous ferons connaître, sous les chapitres auxquels elles se rapportent, les observations que la discussion a soulevées dans chacune d'elles.

Discussion générale.

Comme l'année précédente, la discussion générale n'a porté que sur deux questions : l'application de la loi sur les droits d'auteurs et l'insuffisance de la police rurale.

L'application de la loi de 1886 a donné lieu à de nouvelles réclamations de la part de la Fédération nationale des sociétés de Belgique. Ces réclamations paraissent fondées en grande partie.

Elles ont été exposées dans le rapport de l'année dernière. La Section centrale a autorisé son Rapporteur à s'y référer, ainsi qu'aux réponses et propositions développées dans ce rapport (1).

Nous insistons à nouveau sur les remèdes proposés par la Section centrale, et nous prions le Gouvernement de vouloir bien, après un bienveillant examen de la question, faire droit, dans la mesure du possible, aux griefs des pétitionnaires.

La seconde question est relative à la police rurale, dont l'insuffisance est manifeste et généralement reconnue.

A cette question, un membre, se faisant l'organe de sa section, a ajouté celle de savoir si l'on ne pourrait établir un traitement fixe pour les gardes champêtres, en tenant compte de l'importance des communes, dans la fixation de ce traitement.

Il a été répondu que le Gouvernement, ayant institué une commission extra-parlementaire pour l'examen de toutes les questions qui se rattachent à la réorganisation de la police rurale, il convient d'attendre le rapport de cette Commission avant d'émettre un nouvel avis.

La Section centrale croit devoir signaler, à l'attention du Gouvernement et de la Commission spéciale, la question du traitement des gardes champêtres.

La composition de la Commission a été critiquée dans la 6^e section. On a demandé de compléter cette commission en y faisant entrer quelques

(1) Document n° 117, pages 2 à 7, séance du 7 mars 1901.

hommes « pratiques », choisis parmi les bourgmestres des communes rurales, les secrétaires communaux et les commissaires de police.

La demande a été renouvelée par un membre de la Section centrale, sous forme de question à poser au Gouvernement. Celui-ci a répondu, en donnant les noms des membres de la Commission et en faisant observer que l'article 2 de l'arrêté royal, constituant cette Commission, permet à celle-ci de convoquer à ses réunions les personnes qu'elle jugerait capables de l'éclairer. (Voir réponse à la question II.)

Cette réponse a paru satisfaisante à la majorité de la Section centrale, qui a exprimé au Gouvernement ses remerciements d'avoir, en instituant ladite Commission, répondu aux vœux qu'elle avait formulés dans le rapport sur le Budget de 1901.

Examen des articles.

L'examen des articles n'a pas donné lieu à de longues discussions, sauf celui de l'article 18 relatif au traitement des employés subalternes des gouvernements provinciaux et dont la discussion sera rapportée pages 9 et suivantes.

Sur la proposition d'un de ses membres, la Section centrale a décidé que les observations à faire sur les différents articles du Budget seraient transmises, par écrit, au Rapporteur qui se chargerait de poser au Gouvernement une série de questions à consigner dans le rapport, en même temps que les réponses de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Neuf questions ont été posées, et il a été répondu de la façon suivante :

QUESTION I.

« Le projet de Budget comporte de nombreux crédits pour impressions diverses (art. 3, 15, 24, 28, 97 et 121 notamment). — Pourrait-on connaître pour chacun des crédits, de quelle façon les fournitures sont effectuées? Est-ce de la main à la main ou par adjudication publique?

RÉPONSE.

En règle générale, il est fait appel à la concurrence par voie d'adjudication publique ou restreinte dès qu'il s'agit d'impressions de quelque importance. Il en est ainsi pour les fournitures d'impressions prévues aux articles 3, 15, 28 et 121.

Lorsque la fourniture est de peu d'importance, elle est donnée de la main à la main. C'est le cas pour les impressions prévues à l'article 24. »

QUESTION II.

« Une commission a été nommée pour l'étude des réformes à apporter dans l'organisation de la police rurale. Ne pourrait-on compléter cette commission en y faisant entrer quelques hommes « pratiques », choisis parmi

les bourgmestres des communes rurales, les secrétaires communaux et les commissaires de police?

RÉPONSE.

La Commission de la police rurale, créée à l'initiative du Département de l'Agriculture, a été constituée par arrêté ministériel du 10 janvier 1902 de la façon suivante :

Président : M. Beco, E., secrétaire général du Ministère de l'Agriculture.

Membres : M. Balat, P., juge de paix à Dour ;

M. Bleyfuesz, commissaire de l'arrondissement de Verviers;

M. de Kerchove d'Exaerde (baron), gouverneur de la Flandre orientale;

M. Descamps, juge de paix à Schaerbeek;

M. d'Hauwe, major d'état-major, directeur du personnel au Ministère de la Guerre;

M. Fleurynek, capitaine en second, adjoint d'état-major, chef du 1^{er} bureau de la direction générale des opérations militaires et de l'instruction de l'armée au Ministère de la Guerre;

M. Kervyn, commissaire de l'arrondissement de Bruges-Ostende;

M. Mahiels, directeur général au Département de l'Intérieur et de l'Instruction publique;

M. Manneback, chef de division, chef du Cabinet de M. le Ministre de l'Agriculture;

M. Maus, chef de bureau à l'administration centrale du Ministère de la Justice;

M. Pety de Thozée, gouverneur de la province de Liège;

M. Rimbeau, capitaine commandant, adjudant-major du Corps de la gendarmerie;

M. Rossay, chef de bureau à l'administration centrale du Département de l'Intérieur et de l'Instruction publique;

M. Servais, J., avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles;

M. Silvercruys, directeur à l'administration centrale du Département de la Justice.

Secrétaire : M. Henry, A., commis-rédacteur de 1^{re} classe au Département de l'Agriculture.

L'article 2 de l'arrêté permet à la Commission de convoquer à ses réunions les personnes qu'elle jugerait capables de l'éclairer. »

QUESTION III.

« Où en est la question de la séparation d'une partie de la commune de Quaregnon, qui demande sa réunion à celle de Paturages? »

RÉPONSE.

Le Gouverneur du Hainaut a été invité à soumettre à une instruction

complémentaire la demande d'annexion à la commune de Paturages de la partie sud de Quaregnon.

Cette demande, en effet, a soulevé une protestation d'une partie des habitants du quartier à annexer à Paturages, qui demandent, si on les sépare de Quaregnon, à être rattachés à Wasmes. »

QUESTION IV.

« M. le Ministre ne pourrait-il pas faire connaître ses intentions au sujet du relèvement du barème des traitements du personnel des écoles moyennes et des athénées? A la fin de *mai 1900*, il a installé une commission chargée d'étudier cette question, ainsi que celle de la revision de la loi qui règle les pensions du personnel, et des statuts de la caisse des veuves et orphelins.

La Commission a, dit-on, déposé, dans le courant de mars dernier, deux rapports relatifs au relèvement des traitements.

M. le Ministre paraissait, jadis, tout disposé à donner satisfaction au personnel; il a déclaré à la Chambre, lors de la dernière discussion du Budget, qu'il attendrait les débats du Congrès international de l'enseignement secondaire pour prendre une décision.

M. de Trooz est en possession des discussions du Congrès et, sans doute, aussi des conclusions de son administration. Pourrait-il faire, à ce sujet, des communications à la Section centrale?

En ce qui concerne la revision des statuts de la caisse des veuves et orphelins, la Commission, dit on, ne s'est plus réunie depuis le mois de novembre 1900. Or, M. le Ministre, répondant récemment à une question de M. le député Buyl, déclarait qu'il venait de prescrire de réunir les deux sections de la Commission (p. 43, *Annales parlementaires*, 1901-1902).

Pourrait-on connaître où en est l'étude de cette importante question?

RÉPONSE.

Les deux sections de la Commission ont été réunies et le Gouvernement étudie les propositions dont il a été saisi. »

QUESTION V.

« Les régentes pour les écoles moyennes de jeunes filles sont formées :

1° Dans les deux écoles normales moyennes de l'État, établies à Bruxelles et à Liège.

2° Dans un grand nombre d'écoles normales moyennes libres, établies à Eecloo, à Thielt, à Wavre-Notre-Dame, à Landen, à Louvain, à Bruxelles, à Jupille, à Tournai, à Champion.

Tous les ans il est institué, dans chacune de ces écoles des deux catégories, un jury chargé de délivrer les diplômes de régentes.

Ces jurys, dans lesquels le personnel enseignant est largement représenté, sont présidés par des inspecteurs de l'enseignement moyen.

Il serait intéressant de connaître le nombre de jeunes filles qui se sont présentées devant *chacun* de ces jurys pendant les trois dernières années : 1899, 1900, 1901; le nombre de diplômes définitifs de régentes qui ont été délivrés et le nombre d'élèves sorties de *chacune* de ces écoles (libres et officielles) qui occupent actuellement une position dans l'enseignement moyen de l'État (écoles moyennes et sections normales moyennes).

RÉPONSE.

	1899.		1900.		1901.		NOMBRE DE JEUNES FILLES sorties DE CES ÉTABLISSEMENTS et placées dans l'enseignement moyen de l'État (pendant ces 3 années).
	NOMBRE de régentes.		NOMBRE de régentes.		NOMBRE de régentes.		
	Inscrites.	Diplômées.	Inscrites.	Diplômées.	Inscrites.	Diplômées.	
École normale moyenne de l'État :							
à Bruxelles	12	12	19	17	16	16	2 dont 1 intérimaire.
à Liège.	52	51	51	28	19	18	2 dont 1 intérimaire.
École normale moyenne libre :							
à Thielt	4	4	4	4	5	5	2 intérimaires.
à Wavre-Notre-Dame.	12	11	12	12	14	14	1 intérimaire
à Nivelles.	7	7	7	7	8	7	2 intérimaires.
à Champion.	6	6	9	9	8	8	
à Louvain.	10	9	8	7	4	4	
à Tournai.	6	6	2	2	5	5	
à Jupille	5	3	4	4	5	5	
à Eccloo	9	9	9	9	7	6	
à Louvain.	"	"	"	"	4	4	

QUESTION VI.

« Il est bon de se rappeler que les écoles normales moyennes *libres* sont soustraites au contrôle de l'inspection de l'État.

Les examens se passent conformément à un règlement qui remonte à 1885. Depuis cette époque, le programme des études dans les écoles normales primaires de l'État a été étendu; les matières facultatives ont disparu et sont devenues obligatoires. En est-il de même pour les écoles normales moyennes libres? Dans le cas contraire, il en résulterait que le diplôme pourrait être délivré à une personne ignorant totalement les sciences naturelles, la tenue des livres, l'algèbre, la géométrie et même l'hygiène.

Or, l'hygiène figure depuis 1895 parmi les branches dont l'enseignement est obligatoire dans toutes les écoles primaires.

M. le Ministre voudrait-il faire connaître, à la Section centrale, les mesures qu'il croit utiles pour mettre un terme à pareille anomalie, si elle existe comme cela m'a été affirmé.

RÉPONSE.

Il est vrai que les programmes des études appliqués dans les écoles normales moyennes libres échappent au contrôle de l'État, la loi du 15 juin 1881, sur l'enseignement moyen, n'ayant pas prévu l'adoption ou l'agrégation d'écoles de l'espèce.

Mais s'il n'a pas à s'immiscer dans les méthodes d'enseignement, l'État est indirectement appelé à en apprécier les résultats par les examens auxquels se présentent, chaque année, les élèves des écoles normales moyennes libres qui sollicitent un diplôme.

Le programme de ces examens étant celui qui est appliqué pour les écoles de l'État, on doit admettre que les études préalables ne peuvent guère présenter de différences.

Pour obtenir le diplôme de régente d'école moyenne, la récipiendaire, quel que soit le lieu où elle a fait ses études, doit subir trois épreuves :

La première, devant un jury composé de professeurs de l'établissement dans lequel l'élève se propose d'étudier; ce jury est présidé par un inspecteur de l'enseignement moyen.

Le programme, réglé par l'arrêté royal du 18 juillet 1889, comporte, entre autres, les sciences naturelles (botanique, physique) et la géométrie (les deux premiers livres de Legendre).

La seconde épreuve est subie devant un jury présidé par un inspecteur de l'enseignement moyen et composé mi-partie de professeurs de l'État, spécialement choisis chaque année, et mi-partie de professeurs de l'établissement auquel ces récipiendaires appartiennent. La zoologie, la physique, l'algèbre, la géométrie, l'économie domestique et l'hygiène figurent parmi les branches obligatoires.

Le jury de la troisième épreuve — celle qui précède immédiatement l'octroi du diplôme — est formé des mêmes éléments que pour la deuxième épreuve. Les récipiendaires sont divisées en deux sections, selon qu'elles se destinent plus spécialement aux études littéraires ou aux études scientifiques; parmi les branches sur lesquelles sont interrogées les récipiendaires de cette dernière catégorie figurent encore : la géométrie, l'algèbre, les sciences naturelles, la tenue des livres et le droit commercial.

Les diverses branches que nous venons de rappeler faisant essentiellement partie des trois épreuves, on doit admettre que les jurys en tiennent compte, qu'ils remplissent consciencieusement leur mission et ne délivrent qu'à bon escient les diplômes officiels.

Ces renseignements sont applicables aux jurys institués pour les écoles normales moyennes libres de garçons. Il n'y en a d'ailleurs qu'une seule qui présente des récipiendaires, c'est l'école de Malonne. Là aussi les jeunes gens

sont soumis aux mêmes épreuves que les élèves des écoles normales de l'État; les programmes des examens comportent entre autres : l'algèbre, la géométrie, les sciences naturelles (physique, chimie, zoologie et botanique) et les sciences commerciales (tenue des livres et notions du droit commercial).

Au surplus, le Gouvernement est convaincu que ces divers programmes peuvent être améliorés, mais il doit aussi se garder de les surcharger. Peut-être sera-t-il amené à augmenter le nombre des années d'études dans les écoles normales officielles. Depuis un certain temps déjà, son attention est portée sur ces importantes et délicates questions. »

QUESTION VII.

« Une circulaire ministérielle du 11 septembre 1897 annonce la préparation d'un nouveau règlement relatif au traitement des membres du personnel enseignant des écoles moyennes de l'État, et une commission a été instituée pour préparer un nouveau barème de traitements.

Quel est le résultat de ces travaux préparatoires et le Gouvernement peut-il déjà faire connaître quelle suite il donnera à ces projets?

Voir réponse question IV. »

QUESTION VIII.

« Combien y a-t-il de communes où, *par principe*, le bourgmestre n'a pas été nommé depuis le renouvellement des conseils communaux en 1895?

Quelles sont ces communes?

Quelle population au 31 décembre 1901?

RÉPONSE.

La Section centrale veut bien me demander le nombre de communes où, *par principe*, le bourgmestre n'a pas été nommé depuis le renouvellement des conseils communaux en 1895.

Cette question a fait l'objet de longs débats à la Chambre des Représentants en 1900 et en 1901.

Je ne puis que m'en référer aux déclarations que j'ai eu l'honneur de faire précédemment.

En principe, le Gouvernement choisit le bourgmestre dans la majorité; il n'est dérogé à cette règle qu'à raison de circonstances particulières. »

QUESTION IX.

« L'article 9 de la loi sur l'enseignement primaire prévoit la constitution d'un jury devant lequel les personnes qui n'ont pas suivi les cours d'une école normale primaire peuvent se présenter pour subir l'examen d'instituteur.

Chaque année, le nombre de jeunes gens des deux sexes qui se présentent

devant ce ou ces jurys augmente. Cette année (1901), il a fallu créer cinq jurys, trois pour les examens d'institutrices et deux pour les examens d'instituteurs.

Il conviendrait que le Gouvernement communiquât à la Section centrale, les noms et professions, âge, etc., des récipiendaires qui se sont présentés pendant les trois dernières années devant les jurys de l'article 9 et le nombre des diplômes qui ont été délivrés.

RÉPONSE.

Années.	Nombre de candidats présentés.	Diplômés.	Échecs.
1899	139	109	30
1900	266	202	64
1901	363	264	99

Pour le détail : voir les tableaux ci-joints. »

Observation : Ces tableaux, qui formeraient un volume, ne sont pas insérés dans le présent rapport. Mais ils ont été déposés au Greffe comme annexes au dossier renfermant les procès-verbaux des Sections chargées d'examiner le Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour l'exercice 1902.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMERCIALES.

ART. 18. — *Traitements des employés et gens de service.*

Le Budget prévoit une augmentation de crédit de 12,000 francs.

Le crédit demandé pour 1902 s'élève à la somme de . fr. 1,185,700 »

Le crédit alloué pour 1901 était de 1,173,700 »

AUGMENTATION. . . . fr. 12,000 »

La note préliminaire explique cette augmentation « destinée, dit-elle, » à faire face aux augmentations de traitement à accorder en 1902 par application du règlement organique du 15 juin 1897, qui a sensiblement » amélioré la situation des fonctionnaires et employés des administrations » provinciales. »

Cette augmentation n'a pas paru suffisante à quelques membres de la Section centrale.

L'un d'eux a proposé de la porter à 40,000 francs. Après une longue discussion, cette proposition a été rejetée par quatre voix contre une et deux abstentions.

Mais la Section a décidé, à l'unanimité de ses membres, d'appeler de nouveau la bienveillante attention de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruc-

tion publique sur la situation des employés subalternes des gouvernements provinciaux.

Elle a autorisé en même temps son Rapporteur à insérer, dans son rapport, les arguments principaux développés, par les intéressés, dans leur mémoire adressé aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, qu'un membre de la Section a reproduit.

« Les employés subalternes de tous les gouvernements provinciaux du pays ont demandé à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique de vouloir bien, en vue d'améliorer leur situation, apporter quelques modifications au règlement organique qui les régit.

En vue de réaliser ce désir, j'ai sollicité l'inscription d'un crédit de 40,000 francs que la Section centrale a rejeté. Toutefois, comme la Chambre sera éventuellement appelée à se prononcer à son tour sur ce crédit, il me paraît utile de produire ici la justification de la demande en question.

Les changements sollicités consistent à modifier comme suit les dispositions des articles 3, 4 et 7 de l'arrêté royal du 13 juin 1897.

ARTICLE 3. — Les directeurs jouissent d'un traitement de 6,000 francs.

Les traitements des autres employés sont fixés conformément au tableau suivant :

GRADES.	BARÈME ACTUEL.			BARÈME DEMANDÉ.		
	Minimum.	Moyenne.	Maximum.	Minimum.	Moyenne.	Maximum.
Chefs de division	4,500	5,000	5,500	4,500	5,000	5,500
Chefs de bureau.	3,200	3,600	4,000	3,200	3,600	4,000
Commis de 1 ^{re} classe.	2,400	2,700	3,000	2,500	2,800	3,100
Id. de 2 ^e classe.	1,800	2,000	2,200	1,900	2,150	2,400
Id. de 3 ^e classe.	1,400	1,500	1,600	1,400	1,600	1,800
Expéditionnaires	,000	1,100	1,200	1,000	1,150	1,300

Texte actuel.

ART. 4. — Les promotions à un grade supérieur à celui de *commis de 2^e classe* ne sont accordées que par suite de vacances de places dans les limites de la hiérarchie établie et des traitements fixés pour chaque emploi.

ART. 7. — Les chefs de bureau, les commis et les expéditionnaires comptant plus de quinze années de service et jouissant, depuis 5 ans au moins, du maximum du traitement de leur grade peuvent, s'ils sont

Texte demandé.

ART. 4. — Les promotions à un grade supérieur à celui de *commis de 1^{re} classe* ne sont accordées que par suite de vacances de places dans les limites de la hiérarchie établie et des traitements fixés pour chaque emploi.

ART. 7. — Les chefs de bureau, les commis et les expéditionnaires comptant plus de quinze années de service et jouissant, depuis 3 ans au moins, du maximum du traitement de leur grade peuvent, s'ils sont

méritants, obtenir une augmentation de 5 % calculée sur ce maximum.

Lorsqu'ils ont joui de cette augmentation pendant 3 ans au moins, une nouvelle augmentation de 5 %, calculée sur ledit maximum, peut leur être accordée.

Dans aucun cas, les augmentations accordées à un même agent, en vertu de l'article 6 et du présent article, ne peuvent dépasser le $\frac{1}{8}$ du maximum du traitement.

méritants, obtenir une augmentation de 5 % calculée sur ce maximum.

Lorsqu'ils ont joui de cette augmentation pendant 3 ans au moins, une nouvelle augmentation de 5 %, calculée sur ledit maximum, peut leur être accordée.

Ces augmentations périodiques de 5 % peuvent être renouvelées jusqu'à ce que l'article 6 trouve son application.

A l'appui de leur demande, les intéressés font valoir spécialement :

A) *En ce qui concerne l'article 3*, que les traitements actuels qui n'ont plus été majorés depuis 1879 ne sont plus en rapport avec les connaissances que l'on exige du personnel des administrations provinciales, à raison de l'évolution considérable de la législation au moment actuel;

B) *En ce qui concerne l'article 4*, qu'il n'est pas rationnel d'empêcher les seconds commis d'être promus premiers commis, s'il ne se présente pas de vacances de places dans ce dernier grade, et qu'il n'est pas juste et équitable de permettre aux employes en cause — qui, généralement doivent être porteurs d'un certificat d'études moyennes du degré supérieur — de jouir, à l'âge de 40 ans environ, d'un traitement de 3,100 francs, après vingt-deux ou vingt-quatre années de bons et loyaux services. *La composition des cadres des fonctionnaires supérieurs est telle que nombre de commis de seconde classe n'ont plus obtenu de promotion depuis dix, douze et quinze années, bien que méritants.*

C) *En ce qui concerne l'article 7*, qu'aux termes du règlement actuel, les employés jouissant du maximum de leur traitement ne peuvent obtenir une augmentation de celui-ci qu'après un délai de cinq ans, délai qui est incontestablement trop long, surtout si l'on se rend compte du chiffre de l'augmentation en perspective, qui est dérisoire; elle est, en effet, pour le commis de 2^e classe de $2,200 \times 5 \%$, soit 110 francs pour cinq ans.

Les intéressés invoquent, en outre, d'une façon générale :

A) Qu'il a été reconnu en 1897 à la Chambre que l'amélioration de leur situation s'imposait; que, dans la pratique, la réorganisation qui a suivi est restée, pour ainsi dire, sans effet; seuls, jusqu'ici, les chefs en ont profité d'une façon assez sensible.

B) Que, pour les dédommager, M. Schollaert, Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, avait pris l'engagement de leur faciliter l'accès de l'administration centrale, mais que son successeur ne s'est pas rallié à cette manière de voir.

C) Que les gouvernements provinciaux ont un désavantage grave vis-à-vis des autres grandes administrations par suite de l'étroitesse des cadres et du manque de débouchés. *Si l'on ajoute que les fonctionnaires décédés ou mis à la retraite sont parfois remplacés par des étrangers à l'administration, ce qui se constate surtout pour les emplois supérieurs et ce qui ne se passe nulle part*

ailleurs, on comprendra aisément pourquoi la situation des agents subalternes devient si critique.

D) Que les traitements de la plupart des fonctionnaires ont été relevés en ces derniers temps.

E) Que l'écart qui existe entre les traitements des employés de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur et ceux des employés provinciaux est par trop sensible, comme le démontre le tableau comparatif qui suit :

TRAITEMENTS des fonctionnaires et employés du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique.			TRAITEMENTS des fonctionnaires et employés des administrations provinciales.		
Grades.	Minimum.	Maximum.	Grades.	Minimum.	Maximum.
Secrétaire général	10,000		"	"	"
Directeur général	9,000	10,000	"	"	"
Directeur	7,000	8,000	Directeur	6,000	
Chef de division	5,500	6,500	Chef de division	4,500	5,500
Chef de bureau	4,200	5,000	Chef de bureau	3,200	4,000
Sous-chef de bureau	3,200	4,000	Commis de 1 ^{re} classe	2,400	3,000
Commis rédacteur de 1 ^{re} classe			Id. de 2 ^e classe	1,800	2,200
Commis rédacteur	2,200	3,000	Id. de 3 ^e classe	1,400	1,600
Commis de 1 ^{re} classe	2,200	2,600	Il n'y a pas de commis d'ordre à l'administration provin- ciale.	"	"
Id. de 2 ^e classe	1,800	2,000			
Id. de 3 ^e classe	1,400	1,600	Dactylographe	1,000	1,200
Dactylographe	1,400	2,600	Expéditionnaire		
Expéditionnaire	1,000	2,000	Huissier	1,000	1,800
Huissier de 1 ^{re} classe	2,200	2,500			
Id. de 2 ^e classe	1,900	2,100			
Id. de 3 ^e classe	1,600	1,800			
Garçon de bureau	1,200	1,500			

En ce qui concerne la suppression de la barrière opposée aux commis de 2^e classe, on objectera peut-être qu'au Ministère les commis n'arrivent qu'à un traitement maximum de 2,600 francs, mais on observera que ces commis se différencient des commis rédacteurs auxquels ils ne sont pas assimilés à raison de leur destination; il serait non moins injuste d'établir l'*assimilation* avec les requérants qui, par leur genre de travaux et le caractère qui a toujours été reconnu à la plupart d'entre eux, sont aussi des commis rédacteurs.

En tout état de cause, on reconnaîtra qu'il n'est ni équitable ni rationnel que des employés dont on exige des connaissances étendues, soient, au point de vue des appointements, dans une situation inférieure à celle des huissiers et des garçons de bureau du Ministère de l'Intérieur.

Enfin, s'il est vrai que certaines provinces ont consenti généreusement à

allouer des suppléments de traitement, il existe par contre des conseils provinciaux qui ont fait observer que c'était une anomalie d'intervenir dans une dépense que la loi met à la charge de l'État. *Il importe également de ne pas perdre de vue que les sommes touchées comme gratification et du chef de cumuls sont aléatoires et n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul de la pension.*

De plus, il est avéré, de par l'argumentation de M. le Ministre lui-même, que la situation des requérants mérite considération. Il suffit de lire à cet égard ses discours à la séance du matin du 7 août 1901, à la Chambre des Représentants, et à celle du 13 du même mois, au Sénat. Seulement, il propose de leur venir en aide en faisant appel à la bonne volonté des provinces

1° *En droit*, il est inadmissible que l'État se soustraie à ses obligations en les faisant peser sur d'autres, à qui elles n'incombent pas légalement. Les pétitionnaires ont le caractère d'employés de l'État, en vertu de l'article 70 n° 3 de la loi provinciale, et, de ce chef, leurs traitements sont à charge de l'État. *Hors la loi, tout n'est qu'insécurité, qu'instabilité pour eux.*

2° *En fait*, il est anormal, pour la fixation d'une catégorie de traitements, de tenir compte de rémunérations, essentiellement variables d'une province à l'autre, — quand elles existent encore, non transmissibles dans beaucoup de cas d'un employé à l'autre, — provenant de sources diverses, alors surtout que les cumuls avantageux sont généralement aux mains des employés supérieurs.

Cela est si vrai : *A)* Que pour la fixation du taux des traitements des fonctionnaires et employés du Département de l'Intérieur, — traitements de beaucoup plus élevés — on n'a tenu nul compte des cumuls et rétributions quelconques; et cependant rien que ces dernières, les rétributions extraordinaires, y ont à un moment donné existé d'une façon si injustifiée et en si grand nombre, qu'une circulaire de M. Thonissen du 29 juillet 1886 (Bulletin de l'Intérieur de 1886, 2^e partie, p. 84) les a circonscrites dans des limites raisonnables et les a réglées sans les abolir; dès lors, est-il juste de faire entrer en ligne de compte les émoluments identiques et généralement beaucoup plus minimes pour la détermination des traitements des agents des administrations provinciales.

B) Que M. le Ministre de Smet de Naeyer a accordé aux géomètres du cadastre l'augmentation de leurs traitements (*Moniteur* du 13 juillet 1901, n° 194) nonobstant les émoluments assez importants qu'ils se créent, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, à charge des établissements publics ou des particuliers. »

La majorité de la Section centrale n'a pas partagé l'opinion de la minorité et s'est ralliée aux considérations développées, par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, dans ses discours prononcés, dans la discussion de son Budget pour 1901, à la Chambre des Représentants et au Sénat. (Séances du 7 août et 13 août 1901.)

Mais, nous le répétons, la Section centrale a fait un nouvel appel à la bienveillance de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, en le priant d'examiner la situation des petits employés et de leur donner satisfaction dans la mesure la plus large possible.

Observations des Sections.

Nous n'avons relaté ci-dessus que les observations présentées par les membres de la Section centrale. Il nous reste à grouper celles des différentes sections.

Nous les résumons sous forme de questions et demandes auxquelles le Gouvernement voudra bien répondre lors de la discussion du Budget :

Le Gouvernement ne pourrait-il prendre l'initiative d'un projet de loi relatif à la stabilité des emplois communaux? Il a été répondu que la Chambre est saisie d'une proposition de loi due à l'initiative privée.

Quels sont les droits des ministres en ce qui concerne la franchise postale et télégraphique? Peuvent-ils en user pour appeler les membres de la majorité à des réunions de la droite ou à des séances de la Chambre?

Ne conviendrait-il pas au Gouvernement de prendre des mesures pour mettre fin aux fraudes et négligences qui se commettent à l'occasion de la confection des listes électorales? La vérification des listes devrait être confiée, dit-on, à des commissions établies dans des conditions d'absolue impartialité. Il faudrait punir ceux qui réclament à la légère et ceux qui apportent une négligence coupable dans la confection des listes.

D'autres membres ont répondu qu'une proposition de loi a été déposée dans ce sens avant la dernière dissolution des Chambres; que cette proposition pourra être reprise par ceux qui croient les abus fondés; que du reste on exagère le nombre des négligences et fraudes signalées. Pour le surplus, ces membres se sont référés aux discussions que la question posée a déjà soulevées à la Chambre même.

Dans une section, on a demandé que la bibliothèque nationale soit accessible au public le soir et les jours de fêtes légales; et qu'il en soit de même pour les bibliothèques des universités de l'Etat. Il suffirait, à cet effet, d'augmenter le personnel.

Dans une autre section, un membre a insisté pour que les collections de médailles soient, en fait, accessibles au public.

A l'article 14, une section a noté que la Commission d'orthographe des noms des communes et hameaux a fini ses travaux. Pourquoi dès lors un nouveau crédit de 400 francs? La Commission s'est opposée à toute réforme. A quoi un autre membre a répondu que les noms des lieux ont été modifiés plusieurs fois. Il appartient du reste aux communes elles-mêmes à arrêter l'orthographe des noms, ou tout au moins à donner leur avis.

La Commission de statistique continue-t-elle la publication du *Bulletin*?

Dans une section, un membre s'est plaint de la façon dont se fait la biographie nationale. Ne vaudrait-il pas mieux procéder par époques et non par lettre alphabétique?

Où en sont les publications de l'Observatoire? Il est important de les faire paraître avec régularité, dit un membre de la 4^e section.

Dans la discussion du Budget de l'Instruction publique, un membre de la 1^{re} section voudrait qu'un crédit pour les œuvres de soupe scolaire, de

vêtements, etc., fût inscrit au Budget. Mais ce crédit, dit-il, devrait être réservé exclusivement aux enfants qui fréquentent les écoles officielles.

D'autres membres estiment qu'il ne faut faire aucune distinction entre les écoles, et que l'enseignement privé devrait profiter du crédit aussi bien que l'enseignement officiel. Un membre va plus loin : c'est une question de bienfaisance, dit-il, et la mesure doit être appliquée à tous les enfants.

Un autre membre fait observer que la question a été longuement débattue dans la discussion du Budget pour 1901 à la Chambre des Représentants. Différentes opinions ont été soutenues à l'occasion de la demande d'un crédit, que la Chambre a rejetée. Tout en se référant à cette discussion, des membres estiment que si des subsides sont accordés aux communes pour organiser la soupe scolaire, les enfants doivent en bénéficier. Finalement, la Section est unanime pour demander des subsides, mais plusieurs membres exigent la condition que nous venons d'indiquer.

Dans deux sections, des membres ont insisté pour que l'arrêté royal du 12 décembre 1895, organisant l'inspection ecclésiastique dans les écoles, soit modifié. Il signale l'abus qui consiste en ce que l'inspecteur diocésain se présente dans les écoles à toute heure de la journée, alors qu'il y a des dispensés.

Nous croyons devoir faire observer que cette question a été longuement discutée lors d'une récente interpellation à la Chambre des Représentants. Mais pour satisfaire au vœu exprimé par des membres de la 1^{re} section, nous la signalons de nouveau au Gouvernement et à la Chambre.

Dans la 3^{me} section, un membre demande que le Gouvernement s'enquière des résultats de l'étude du flamand dans les écoles primaires et moyennes, et spécialement des résultats de l'emploi de la méthode directe dans l'étude des langues.

Un membre de la 4^{me} section demande où le Gouvernement compte mettre le musée scolaire, qui n'a plus de local à la suite de l'agrandissement des musées du Cinquantenaire.

Dans la 5^{me} section, un membre demande quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de l'organisation de l'enseignement professionnel dans les écoles primaires?

Vote du Budget.

L'ensemble du Budget a été approuvé à l'unanimité moins une abstention. En conséquence, la Section centrale a l'honneur d'en proposer l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1902.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Openbaar
Onderwijs, voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Openbaar
Onderwijs, dienstjaar 1902, voorziet 286,032 frank verhooging van kredieten,
in vergelijking met de in 1901 toegekende.

Ziehier de cijfers voor beide dienstjaren :

A. — Gewone uitgaven :

Dienstjaar 1902.	fr.	28,969,574	»
— 1901.		28,370,559	»
VERHOOGING . . .		fr.	598,984 »

B. — Uitzonderlijke uitgaven :

Dienstjaar 1902.	fr.	2,099,610	»
— 1901.		2,412,559	»
VERMINDERING . . .		fr.	312,949 »
MEER		fr.	286,032 »

Dus beloopt de voor 1902 gevraagde kredieten 31,069,181 frank, en de
voor 1901 toegekende, 30,783,118 frank.

In het ontwerp van Begrooting wordt de verhooging van 286,032 frank

(1) Begrooting n^o 4, VI.

(2) De Middenafdeeling, voorgczeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren
COLAERT, COUSOT, HOYOIS, VAN CAUWENBERG, FRANCOTTE, DUFRANE.

uitgelegd. Voor de bijzonderheden, verwijzen wij naar de nota, die de opgave der uitgaven voorafgaat.

De afdeelingen, die de Begrooting onderzochten, keurden ze goed, te weten :

De 1 ^o afdeeling,	met 8 stemmen en 8 onthoudingen.
De 2 ^o —	met 11 stemmen tegen 3.
De 3 ^o —	met 9 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.
De 4 ^o —	met 8 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.
De 5 ^o —	eenparig min 3 stemmen.
De 6 ^o —	met 10 stemmen tegen 7.

Dus werd in al de afdeelingen het ontwerp van Begrooting met groote meerderheid aangenomen. Onder de desbetreffende hoofdstukken geven wij de aanmerkingen op, bij de beraadslaging in iedere afdeeling gemaakt.

Algemeene bespreking.

Evenals verleden jaar, werden bij de algemeene beraadslaging slechts twee punten aangeraakt : de toepassing der wet op de schrijversrechten en de ontoereikende landelijke politie.

Herhaaldelijk werd door het nationaal Verbond der Belgische maatschappijen geklaagd over de toepassing der wet van 1886. Die klachten schijnen grootendeels gegrond.

Zij werden uiteengezet in het verslag van verleden jaar. De Middenafdeeling machtigde haren Verslaggever er naar te verwijzen, alsmede naar de antwoorden en voorstellen, in dat verslag toegelicht ⁽¹⁾.

Nogmaals dringen wij aan op de middelen, die de Middenafdeeling voorstelde, en vragen dat de Regeering, na de zaak welwillend te hebben onderzocht, zooveel mogelijk de grieven der stellers van de verzoekschriften verhelpe.

Het tweede punt betreft de landelijke politie : blijkbaar en algemeen wordt zij ontoereikend geacht.

Uit naam zijner afdeeling, vroeg een lid of er geene vaste jaarwedde kan bepaald worden voor de veldwachters, rekening gehouden met den omvang der gemeenten, voor 't bepalen van die jaarwedde.

Daarop werd geantwoord, dat de Regeering buiten het Parlement eene commissie heeft aangesteld, om al de vraagstukken, die met de herinrichting der landelijke politie in verband staan, te onderzoeken, en er dient gewacht naar 't verslag van deze Commissie, voordat er een oordeel kan uitgebracht worden.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht der Regeering en der bijzondere Commissie op het vraagstuk van de jaarwedde der veldwachters.

In de 6^o afdeeling werd de samenstelling van de Commissie gehekelde. Daar werd gevraagd, dat zij aangevuld zou worden met eenige « practische »

(1). Oorkonde n^o 117, blz. 2 tot 7, vergadering van 7 Maart 1901.

mannen, verkozen onder de burgemeesters van landelijke gemeenten, de gemeentesecretarissen en de commissarissen van politie.

Dit verzoek werd herhaald door een lid der Middenafdeeling, in den vorm eener vraag aan de Regeering. In haar antwoord, gaf deze de namen op van de leden der Commissie, en deed opmerken dat het koninklijk besluit, waarbij de Commissie wordt ingesteld, deze veroorlooft op hare vergaderingen personen te vragen, die zij in staat acht haar in te lichten. (Zie antwoord op de II^e vraag.)

Dit antwoord bleek bevredigend voor de meerderheid der Middenafdeeling : zij zegde de Regeering dank, omdat deze, door het instellen van de Commissie, beantwoordde aan de wenschen, welke in 't verslag over de Begrooting voor 1901 waren geuit.

Onderzoek der artikelen.

Dit onderzoek gaf geene aanleiding tot langdurende beraadslaging, behalve over artikel 18, jaarwedde der ondergeschikte beambten van de provinciale besturen. Op bladzijde 9 en volgende, wordt de bespreking weergegeven.

Op voorstel van een harer leden, besloot de Middenafdeeling, dat de opmerkingen over de verschillende artikelen der Begrooting schriftelijk zouden overgemaakt worden aan den Verslaggever, die de Regeering eene reeks vragen zou stellen, welke, benevens het antwoord van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, in het verslag zouden opgenomen worden.

Er werden negen vragen gesteld, waarop werd geantwoord als volgt :

VRAAG I.

« Op het ontwerp van Begrooting zijn talrijke kredieten uitgetrokken voor allerlei drukwerk (art. 3, 15, 24, 28, 97 en 121). — Mag er voor ieder krediet geweten worden hoe de levering geschiedde? Uit de hand of bij openbare aanbesteding?

ANTWOORD.

Als algemeene regel, wordt beroep gedaan op mededinging, bij wijze van openbare of beperkte aanbesteding, wanneer het drukwerk van zeker bedrag geldt. Zoo geschiedt met het te leveren drukwerk, bedoeld in artikelen 3, 15, 28 en 121.

Is de levering onaanzienlijk, dan wordt zij uit de hand toegestaan. Dit is 't geval met het drukwerk, onder artikel 24 voorzien. »

VRAAG II.

« Er is eene commissie benoemd, om te onderzoeken hoe de landelijke politie is herin te richten. Kan deze commissie niet aangevuld worden met

eenige « practische » mannen, verkozen onder de burgemeesters van landelijke gemeenten, de gemeentesecretarissen en de commissarissen van politie?

ANTWOORD.

De Commissie voor de landelijke politie, op voorstel van het Departement van Landbouw ingesteld bij koninklijk besluit van 10 Januari 1902, bestaat uit :

Voorzitter : M. Beco, E., algemeene secretaris bij 't Ministerie van Landbouw.

Leden : M. Balat, P., vrederechter te Dour;
 M. Bleyfuesz, arrondissements-commissaris te Verviers;
 M. de Kerchove d'Exaerde (baron), gouverneur van Oost-Vlaanderen;
 M. Descamps, vrederechter te Schaerbeek;
 M. d'Hauwe, majoor bij den staf, bestuurder van 't personeel in het Ministerie van Oorlog;
 M. Fleuryneck, tweede kapitein adjunct bij den staf, hoofd van het 1^e bureel van het algemeen bestuur voor de krijgsverrichtingen en voor het onderricht des legers, bij het Ministerie van Oorlog;
 M. Kervyn, arrondissements-commissaris voor Brugge-Oostende;
 M. Mahiels, algemeen bestuurder bij het Departement van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs;
 M. Manneback, afdelingshoofd, kabinets-overste van den heer Minister van Landbouw;
 M. Maus, bureeloverste bij 't middenbestuur van het Ministerie van Justitie;
 M. Pety de Thozée, gouverneur der provincie Luik;
 M. Rimbeau, kapitein-commandant, adjudant-majoor bij 't Korps der gendarmerie;
 M. Rossay, bureeloverste bij 't middenbestuur van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs;
 M. Servais, J., advocaat-generaal bij 't Beroepshof te Brussel;
 M. Silvercruys, bestuurder bij 't middenbestuur van het Departement van Justitie.

Secretaris : M. Henry, A., klerk-opsteller van 1^e klasse bij het Departement van Landbouw.

Artikel 2 van het besluit veroorlooft de Commissie op hare vergaderingen personen te vragen, die zij in staat acht haar in te lichten. »

VRAAG III.

« Hoe staat het met de afscheiding van een deel der gemeente Quaregnon, dat met Paturages vereenigd wil worden? »

ANTWOORD.

De Gouverneur van Henegouw werd verzocht de vraag om het zuidelijk gedeelte van Quaregnon bij Paturages in te lijven, nader te bestudeeren.

Tegen die vraag waren opgekomen zekere inwoners der bij Paturages in te lijven wijk, die, in geval van afscheiding, verlangen aan Wasmes te worden toegevoegd. »

VRAAG IV.

« Kan de heer Minister niet zijn inzicht doen kennen over 't verhoogen der jaarwedde van het personeel der middelbare scholen en athenaea? Einde Mei 1900, stelde hij eene commissie in, om die zaak te bestudeeren, mitsgaders de herziening der wet tot regeling der pensioenen van het personeel en der statuten van de kas voor weduwen en weezen.

Men zegt dat de Commissie in Maart laatstleden twee verslagen inleverde over de verhooging der jaarwedde.

Indertijd scheen de heer Minister goed geneigd om het personeel te bevredigen; bij de jongste beraadslaging over de Begrooting, verklaard hij ter Kamer, dat hij, om eene beslissing te nemen, wachten zou naar de debatten van het internationaal Congres over het onderwijs in den tweeden graad.

De heer de Trooz kent de beraadslagingen van het Congres, en ongetwijfeld insgelijks de besluiten van zijn bestuur. Kan hij daarover aan de Middenafdeeling mededeelingen doen?

Men zegt dat de Commissie voor de herziening der statuten van de kas voor weduwen en weezen sedert November 1900 niet meer vergaderde. Welnu, onlangs antwoordde de heer Minister op eene vraag van den heer Buyt, dat hij bevolen had de twee afdeelingen der Commissie bijeen te roepen (blz. 43, *Ann. parl.*, 1901-1902).

Mag er geweten worden hoeverre het staat met het onderzoek van dit gewichtig vraagstuk?

ANTWOORD.

Beide afdeelingen der Commissie werden bijeengeroepen, en de Regeering bestudeert de haar onderworpen vraagstukken. »

VRAAG V.

« De regentessen voor de middelbare scholen voor meisjes worden opgeleid :

- 1^o In de twee normaalscholen van den Staat te Brussel en te Luik;
- 2^o In een aantal vrije middelbare normaalscholen, gevestigd te Eckloo, Thielt, O.-L.-V.-Waver, Landen, Leuven, Brussel, Jupille, Doornik, Champion.

In iedere school van beide soorten wordt elk jaar eene jury aangesteld, om diploma's als regentes af te leveren.

Die jury's, waarin het onderwijzend personeel ruimschoots is vertegenwoordigd, worden voorgezeten door de opzieners van het middelbaar onderwijs.

't Ware van belang het getal juffrouwen te kennen die zich in de drie laatste jaren, 1899, 1900 en 1901, voor *iedere* jury aanboden; het getal afgeleverde eind-diploma's als regentes en het getal leerlingen, uit *elke* dier scholen (vrije en officiële) gekomen, die thans eene plaats bekleeden in het middelbaar onderwijs van den Staat (middelbare scholen en middelbare normale afdelingen).

ANTWOORD.

	1899.		1900.		1901.		GETAL juffrouwen uit die gestichten gekomen en geplaatst in Staats middelbaar onderwijs (tijdens deze 5 jaren)
	GETAL regentesen		GETAL regentesen		GETAL regentesen		
	ingeschre- ven.	Gediplo- meerd.	ingeschre- ven.	Gediplo- meerd.	ingeschre- ven.	Gediplo- meerd.	
Middelbare school van den Staat :							
te Brusel	12	12	19	17	16	16	2 waaronder 1 tijdelijk.
te Luik	52	51	51	28	19	18	2 waaronder 1 tijdelijk.
Vrije middelbare school :							
te Thielt	4	4	4	4	5	5	2 tijdelijk.
te O.-L.-V.-Waver	12	11	12	12	14	14	1 tijdelijk.
te Nijvel	7	7	7	7	8	7	2 tijdelijk
te Champion	6	6	9	9	8	8	
te Leuven	10	9	8	7	4	4	
te Doornik	6	6	2	2	3	3	
te Jupille	3	3	4	4	3	3	
te Eekloo	9	9	9	9	7	6	
te Leuven	"	"	"	"	4	4	

VRAAG VI.

« 't Is raadzaam, te herinneren dat de *vrije* middelbare normaalscholen niet onder toezicht van den Staat staan.

De examens worden afgelegd volgens een reglement van 1885. Sedert werd het programma der studiën in Staats lagere normaalscholen uitgebreid; sommige niet opgelegde vakken zijn verplichtend gemaakt. Is dat ook het geval in de vrije middelbare normaalscholen? Zoo niet, zou daaruit volgen, dat het diploma afgeleverd kan worden aan iemand die niets kent van natuurlijke wetenschappen, boekhouden, algebra, meetkunde en zelfs gezondheidscer.

Welnu, sedert 1893, staat de gezondheidsleer onder de verplichte leervakken in alle lagere scholen.

Wil de heer Minister de Middenafdeeling mededeelen welke maatregelen hij nuttig acht om dergelijke strijdigheid te doen ophouden indien zij bestaat, zooals mij werd bevestigd.

ANTWOORD.

't Is waar dat te Staat geen toezicht uitoefent over de programma's der studiën voor de vrije middelbare normaalscholen, vermits de wet van 15 Juni 1881 op het middelbaar onderwijs de aanneming of toelating van dergelijke scholen niet voorzag.

Doch heeft de Staat zich niet te bemoeien met de onderwijsstelsels, toch oordeelt hij onrechtstreeks over de uitslagen, door de examens waarvoor ieder jaar leerlingen van vrije middelbare normaalscholen optreden om een diploma te verwerven.

Het programma voor die examens is hetzelfde als voor Staats scholen; dus kunnen de voorafgaande studiën weinig verschil opleveren.

Om het diploma als regentes eener middelbare school te verwerven, moet de aanvraagster, waar zij ook hare studiën deed, drie proeven ondergaan.

De eerste ten overstaan van eene jury, bestaande uit leeraars van 't gesticht waar de leerlinge wil studeeren; die jury wordt voorgezeten door eenen opziener van het middelbaar onderwijs.

Het programma, geregeld bij koninklijk besluit van 18 Juli 1889, bevat onder andere de natuurlijke wetenschappen (plantenkunde, natuurleer) en de meetkunde (de twee eerste boeken van Legendre).

De tweede proef wordt afgelegd voor eene jury, onder voorzitterschap van eenen opziener van 't middelbaar onderwijs en voor de helft bestaande uit leeraars van den Staat, ieder jaar opzettelijk aangeduid, en voor de helft uit leeraars van het gesticht, waartoe de leerlingen behooren. Dierenkunde, natuurleer, algebra, meetkunde, huishoudkunde en gezondheidsleer behooren tot de verplichte vakken.

De jury voor de derde proef — onmiddellijk vóór het toekennen van het diploma — is samengesteld uit dezelfde bestanddeelen als voor de tweede proef. De aanvraagsters worden in twee afdeelingen gesplitst, naarvolgens zij zich inzonderheid toelagen op letterkundige of op wetenschappelijke studiën; onder de vakken, waarvoor zij ondervraagd worden in dit laatste geval, behooren nogmaals meetkunde, algebra, natuurlijke wetenschappen, boekhouden en handelsrecht.

De hierboven herinnerde onderscheidene vakken behooren hoofdzakelijk tot de drie proeven, en zoo is te onderstellen dat de jury's er rekening mede houden; dat zij hare taak gewetensvol vervullen en slechts in goeden ernst de officiële diploma's afleveren.

Deze inlichtingen zijn van toepassing op de jury's voor de vrije middelbare normaalscholen voor jongens. Die van Malonne alleen stelt aanvragers voor. Ook daar moeten de jongelingen dezelfde proeven ondergaan als de

leerlingen van Staats normaalscholen; de programma's der examens bevatten onder andere : algebra, meetkunde, natuurlijke wetenschappen (natuurleer, scheikunde, dieren- en plantenkunde) en de handelswetenschappen (boekhouden en begrippen van handelsrecht).

De Regeering is, ten andere, overtuigd dat deze verschillende programma's vatbaar zijn voor verbetering, doch voor al te veel leervakken hoeft zij zich te hoeden. Wellicht zal zij later meer studiejaren in de officiële normaalscholen voorstellen. Reeds geruimen tijd, werd hare aandacht op deze gewichtige en kiesche vraagstukken gevestigd. »

VRAAG VII.

« Een ministeriële omzendbrief van 11 September 1897 kondigt aan dat er een nieuw reglement wordt bereid op de jaarwedde der leden van het onderwijzend personeel van Staats middelbare scholen, en eene commissie werd ingesteld om eene nieuwe schaal voor jaarwedden op te maken.

Wat is de uitslag van deze voorbereidende werken en kan de Regeering reeds zeggen welk gevolg zij aan die ontwerpen zal geven?

Zie antwoord op vraag IV. »

VRAAG VIII.

« Hoeveel gemeenten zijn er, waar *uit beginsel* de burgemeester niet werd benoemd sedert de vernieuwing der gemeenteraden in 1898?

Welke zijn die gemeenten?

Welke bevolking telden zij op 31 December 1901?

ANTWOORD.

De Middenafdeeling vraagt mij in hoeveel gemeenten *uit beginsel* de burgemeester niet werd benoemd sedert de vernieuwing der gemeenteraden in 1898.

Daarover werd in 1900 en 1901 breedvoerig gesproken ter Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Ik kan enkel verwijzen naar de verklaringen, die ik de eer had daarover vroeger af te leggen.

Uit beginsel, verkiest de Regeering den burgemeester onder de meerderheid; slechts in bijzondere omstandigheden, wordt van die regel afgeweken. »

VRAAG IX.

« Artikel 9 der wet op het lager onderwijs voorziet het samenstellen van eene jury, vóór welke zij die de leergangen van eene lagere normaalschool niet volgden, zich mogen aanbieden om het examen als onderwijzer af te leggen.

't Getal jonge lieden van beider kunne, die zich voor het examen aan-

bieden, vermeerderd ieder jaar. In 1901, moesten vijf jury's worden aangesteld, drie voor de examens van onderwijzers en twee voor de onderwijzers-examens.

De Regeering diende de Middenafdeeling de namen, 't beroep, den ouderdom, enz., op te geven van de candidaten die in de drie laatste jaren vóór de jury volgens artikel 9 verschenen, en 't getal afgeleverde diploma's.

ANTWOORD.

Jaar.	Getal candidaten.	Gediplomeerd.	Afgewezen.
1899	139	109	30
1900	266	202	64
1901	363	264	99

Voor nadere bijzonderheden, zie de hieraan toegevoegde tabellen »

Aanmerking : Die tabellen zouden een gansch boekdeel beslaan en werden niet in het verslag opgenomen. Zij berusten ter Griffie, als bijlagen aan de stukken die de processen-verbaal bevatten van de afdeelingen, belast met het onderzoek der Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, dienstjaar 1902.

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

ART. 18. — *Jaarwedde van beambten en bedienden.*

De Begrooting voorziet eene kredietsverhooging van 12,000 frank.

Het voor 1902 gevraagde krediet beloopt fr.	1,185,700 »
Het voor 1901 toegekende krediet beliep	1,175,700 »
VERHOOGING fr.	12,000 »

Volgens de inleidingsnota, is deze verhooging « bestemd om te voorzien » in de verhooging van jaarwedde, in 1902 toe te staan bij toepassing van » het organiek reglement van 15 Juni 1897, waardoor de toestand der » ambtenaren en beambten bij de provinciale besturen merkelyk werd » verbeterd ».

Sommige leden der Middenafdeeling achtten deze verhooging ontoereikend.

Een hunner stelde voor, ze op 40,000 frank te brengen. Na lang beraadslagen, werdt dit voorstel verworpen met vier stemmen tegen ééne en twee onthoudingen.

Doch eenparig besliste de Afdeeling andermaal de welwillende aandacht van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs te vestigen op den toestand der mindere beambten bij de provinciale besturen.

Insgelijks machtigde zij den Verslaggever in zijn verslag de voornaamste beweegredenen op te nemen, die door de belanghebbenden werden uiteengezet in hunne memorie aan de leden van Senaat en Kamer, en door een lid der Afdeeling herhaald.

« De ondergeschikte beambten bij al de provinciale besturen des lands verzochten den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, tot verbetering van hunnen toestand, eenige wijzigingen toe te brengen aan het organiek reglement, waaronder zij staan.

Om dien wensch te bevredigen, vroeg ik dat er een krediet van 40,000 frank zou uitgetrokken worden. De Middenafdeeling verwierp het. Doch vermits de Kamer mogelijk verzocht zal worden ook over dit krediet uitspraak te doen, acht ik het raadzaam hier bedoelde vraag te verdedigen.

De gevraagde veranderingen zijn het wijzigen der bepalingen van artikelen 3, 5 en 7 van 't koninklijk besluit van 15 Juni 1897 in dezer voege.

ARTIKEL 3. — De bestuurders genieten eene jaarwedde van 6,000 frank.

De jaarwedde der andere beambten wordt bepaald volgens onderstaande tabel :

G R A A D.	BESTAANDE SCHAAL.			GEVRAAGDE SCHAAL.		
	Minimum.	Gemiddeld.	Maximum.	Minimum.	Gemiddeld.	Maximum.
Afdeelingshoofd.	4,500	5,000	5,500	4 500	5,000	5,500
Bureeloverste.	3,200	3,600	4,000	3,200	3,600	4,000
Klerk der 1 ^e klasse	2,400	2,700	3,000	2,500	2,800	3,100
Id. der 2 ^e klasse	1,800	2,000	2,200	1,900	2,150	2,400
Id. der 3 ^e klasse	1,400	1,500	1,600	1,400	1,600	1,800
Expeditionair.	,000	1,100	1,200	1,000	1,150	1,300

Bestaande tekst.

ART. 4. — Bevordering tot eenen hooger graad dan *klerk der 2^e klasse* wordt slechts verleend bij het openvallen van plaatsen, binnen de perken der bestaande rangopvolging en der jaarwedde, voor iedere betrekking bepaald.

ART. 7. — Bureeloversten, klerken en expeditionairs met meer dan vijftien jaren dienst, en die *sedert ten minste 5 jaar* de hoogste jaarwedde van hunnen graad genieten, kunnen, zoo zij verdienstelijk zijn, eene verhooging van 5 % verkrijgen, naar dit maximum berekend.

Gevraagde tekst.

ART. 4. — Bevordering tot eenen hooger graad dan *klerk der 1^e klasse* wordt slechts verleend bij het openvallen van plaatsen, binnen de perken der bestaande rangopvolging en der jaarwedde, voor iedere betrekking bepaald.

ART. 7. — Bureeloversten, klerken en expeditionairs met meer dan vijftien jaren dienst, en die *sedert ten minste 3 jaar* de hoogste jaarwedde van hunnen graad genieten, kunnen, zoo zij verdienstelijk zijn, eene verhooging van 5 % verkrijgen, naar dit maximum berekend.

Wanneer zij die verhooging genoten gedurende *ten minste 3 jaar*, kan hun eene nieuwe verhooging van 5 % toegekend worden, berekend op voornoemd maximum.

In geen geval mogen de verhoogingen, aan eenen zelfden beambte krachtens artikel 6 en dit artikel verleend, meer bedragen dan $\frac{1}{5}$ van het maximum der jaarwedde.

Wanneer zij die verhooging genoten gedurende *ten minste 3 jaar*, kan hun eene nieuwe verhooging van 5 % toegekend worden, berekend op voornoemd maximum.

Deze achtereenvolgende verhoogingen van 5 % kunnen geschieden tot artikel 6 van toepassing wordt.

Tot staving van hunne aanvraag, doen de belanghebbenden inzonderheid gelden :

A) Wat artikel 3 betreft, dat de jaarwedde niet meer werd verhoogd sedert 1879 en niet meer overeenkomen met de kundigheden, die worden gevergd van het personeel der provinciale besturen, uit hoofde van de aanzienlijke verandering der wetgeving op het huidig oogenblik.

B) Wat artikel 4 betreft, dat het niet redelijk is de klerken der tweede klasse niet tot eerste klerken te bevorderen, zoo er in laatstgemelden graad geene plaatsen openstaan, en dat het niet rechtvaardig is aan bedoelde beambten, — die doorgaans een getuigschrift van middelbare studiën, hoogsten graad, moeten bezitten, — op den leeftijd van nagenoeg 40 jaar, eene jaarwedde van 3.400 frank te geven, na twee- of vier en twintig jaren goeden en eerlijken dienst. De kaders der hoofdamttenaren zijn derwijze samengesteld dat tal van klerken der tweede klasse sedert tien, twaalf en vijftien jaar niet meer bevorderden, ofschoon zij verdienstelijk zijn.

C) Wat artikel 7 betreft, dat volgens het bestaande reglement, de beambten, die hunne hoogste jaarwedde genieten, eerst na verloop van vijf jaar verhooging kunnen krijgen, wat onbetwistbaar te lang is, vooral zoo er rekening wordt gehouden met het te verwachten cijfer van verhooging, dat bespottelijk is, want voor klerken der 2^e klasse, met 2,200 frank jaarwedde, bedraagt zij, tegen 5 %, slechts 110 frank in vijf jaar.

Daarenboven voeren de belanghebbenden in algemeenen zin aan :

A) Dat in 1897, verbetering van hunnen toestand door de Kamer noodig werd erkend; dat in de praktijk, de daarop gevolgde verbetering als 't ware zonder gevolg bleef; tot hiertoe vonden slechts de oversten er nogal veel baat bij.

B) Dat de heer Schollaert, Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, om ze te vergoeden, zich had verbonden hunne intrede in 't middenbestuur te vergemakkelijken, maar dat zijn opvolger deze zienswijze niet deelde.

C) Dat de provinciale besturen een erg nadeel opleveren, in vergelijking met de andere groote besturen, ten gevolge van de beperkte kaders en 't gemis van uitweg. Voegt men daarbij, dat overleden of op pensioen gestelde ambtenaren soms worden vervangen door personen vreemd aan 't bestuur, wat vooral in hoogere betrekkingen het geval is en nergens elders, zoo valt het gemakkelijk te begrijpen waarom de toestand der ondergeschikte beambten zoo netelig wordt.

D) Dat de jaarwedde van meest alle ambtenaren onlangs werd verhoogd.

E) Dat het verschil tusschen de jaarwedde der beamtten bij 't middenbestuur in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en die der provinciale beamtten al te groot is, zooals blijkt uit onderstaande tabel :

JAARWEDDE der amtenaren en beamtten bij 't Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs.			JAARWEDDE der amtenaren en beamtten bij de provinciale besturen		
Graad	Minimum.	Maximum.	Graad.	Minimum.	Maximum.
Algemeene secretaris	10,000		"	"	"
Algem. ene bestuurder	9,000	10,000	"	"	"
Bestuurder	7,000	8,000	Bestuurder	6,000	
Afdelingshoofd	5,500	6,500	Afdelingshoofd	4,500	5,500
Bureeloverste	4,200	5,000	Bureeloverste	3,200	4,000
Bureel-onderoverste	3,200	4,000	Klerk der 1 ^e klasse	2,400	3,000
Opsteller der 1 ^e klasse			Id. der 2 ^e klasse	1,800	2,200
Opsteller	2,200	3,000	Id. der 3 ^e klasse	1,400	1,600
Klerk der 1 ^e klasse	2,200	2,600	Bij het provinciaal bestuur zijn er geen « gewone klerken » aangesteld.		
Id. der 2 ^e klasse	1,800	2,000			
Id. der 3 ^e klasse	1,400	1,600			
Machine-schrijver	1,400	2,600	Machine-schrijver	1,000	1,200
Expeditionair	1,000	2,000	Expeditionair		
Deurwaarder der 1 ^e klasse	2,200	2,500	Deurwaarder	1,000	1,800
Id. der 2 ^e klasse	1,900	2,100			
Id. der 3 ^e klasse	1,600	1,800			
Kantoorbode	1,200	1,500			

Tegen het wegnemen van den hinderpaal voor de klerken der 2^e klasse, zal wellicht worden ingebracht dat de klerken bij 't Ministerie tot geene hoogere jaarwedde geraken dan 2,600 frank, doch er dient opgemerkt dat deze klerken verschillen met de opstellers, met wie zij uit hoofde van hunne bestemming, niet worden gelijkgesteld; 't ware even onrechtvaardig ze *gelijk te stellen* met de aanvragers die, uit het soort van hunne verrichtingen en den aard, die doorgaans aan het meerendeel dezer werd toegekend, insgelijks opstellers zijn.

In elk geval moet men bekennen, dat het billijk noch redelijk is beamtten, van wie men uitgestrekte kundigheden vergt, *met het oog op de bezoldiging, in eenen minderen stand te plaatsen dan deurwaarders en kantoorboden bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.*

Is het, ten slotte, waar dat zekere provinciën edelmoedig verhooging van jaarwedde toekenden, daarentegen deden sommige provincieraden opmerken dat het ongerijmd ware, bij te dragen in eene uitgaaf, die door de wet ten laste van den Staat wordt gelegd. *Ook mag niet uit het oog worden verloren dat de sommen, als belooning en wegens het waarnemen van verschillende*

diensten getrokken, onbestendig zijn en niet medetellen voor het berekenen van het pensioen.

Daarenboven blijkt uit de redeneering van den heer Minister zelve, dat de toestand der aanzoekers in aanmerking dient te komen. Men leze daarover zijne redevoeringen ter ochtendzitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 7 Augustus 1901, en ter Senaatsvergadering den 13^e derzelfde maand. Doch, om hen ter hulp te komen, stelt hij voor een beroep te doen op den goeden wil der provinciën.

1^o *Naar rechte*, is het niet aan te nemen dat de Staat zich aan zijne verplichtingen onttrekt en ze overdrage op anderen, die er, volgens de wet, niets in te zien hebben. De stellers van het verzoekschrift gelden als beambten van den Staat, krachtens artikel 70, n^o 3, der provinciale wet, en uit dien hoofde valt hunne jaarwedde ten laste van den Staat. *Buiten de wet, is voor hen alles onzeker, onbestendig.*

2^o *Feitelijk* is het niet regelmatig dat er, voor 't bepalen van zekere klasse van jaarwedden, rekening wordt gehouden met belooningen die hoofdzakelijk van de eene provincie tot de andere verschillen, — en, wanneer ze nog bestaan, in vele gevallen niet over te dragen van den eenen op den anderen beambte, — en die voortspruiten uit verschillende bronnen, vooral wanneer het doorgaans de hoogere beambten zijn die 't voordeel genieten van gelijktijdige waarneming van onderscheidene ambten.

Dit is zoo waar dat : A) Voor het bepalen van 't bedrag der jaarwedde van ambtenaren en beambten bij het Departement van Binnenlandsche Zaken, — welke jaarwedden veel hoger zijn, — er hoegenaamd geene rekening werd gehouden met het gelijktijdig waarnemen van posten noch met vergeldingen van welken aard ook; en toch bestonden de buitengewone vergeldingen daar op zeker oogenblik op zulke ongerechtvaardigde wijze en in zulke ruime mate, dat een omzendbrief van den heer Thonissen, in dato 29 Juli 1886 (*Bulletin* van Binnenlandsche Zaken, 1886, 2^o deel, bladzijde 84) ze binnen redelijke perken omschreef en regelde, zonder ze af te schaffen; is het dan rechtvaardig gelijkaardige doch doorgaans veel geringere bijwinsten mede te rekenen om de jaarwedde der beambten bij provinciale besturen te bepalen?

B) Dat de heer Minister de Smet de Naeyer (*Staatsblad*, 13 Juli 1901, n^o 194) aan de landbouwmeters van het kadaster verhooging van jaarwedde schonk, ondanks dezer nogal aanzienlijke bijwinsten, voor werken ten laste van openbare instellingen of bijzondere personen. »

De meerderheid der Middenafdeeling deelde niet het gevoelen van de minderheid, en vereenigde zich met de meening, door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs uiteengezet in zijne redevoeringen, naar aanleiding van het behandelen zijner Begrooting voor 1901, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers en in den Senaat. (Zittingen van 7 en 13 Augustus 1901.)

Doch, — wij herhalen het — de Middenafdeeling deed andermaal beroep op de welwillendheid van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, met verzoek om den toestand der mindere beambten na te gaan en hun zooveel mogelijk bevrediging te schenken.

Opmerkingen in de Afdeelingen.

Hierboven maakten wij enkel gewag van de opmerkingen van leden der Middenafdeeling. Thans hebben wij die der verschillende afdeelingen samen te vatten.

Wij sommen ze op, in den vorm van vragen, waarop de Regeering gelieve te antwoorden tijdens het bespreken van de Begrooting.

Kan de Regeering geen ontwerp van wet aanbieden, om gemeenteambten bestendig te maken? Het antwoord was, dat daarover door leden der Kamer een wetsvoorstel is ingediend.

Wat zijn de rechten der ministers, in zake van vrij gebruik van post en telegraaf? Mogen zij het aanwenden om leden der meerderheid op te roepen voor vergaderingen van de rechterzijde of van de Kamer?

Dient de Regeering geene maatregelen te nemen, om bedrog en nalatigheid bij het opmaken der kiezerslijsten te doen ophouden? Er wordt beweerd dat het onderzoek der lijsten hoeft opgedragen aan volstrekt onpartijdige commissiën. Zij die lichtzinnig tegen de lijsten in verzet komen en ze met laakbare nalatigheid opstellen, behooren gestraft te worden.

Andere leden antwoorden, dat er vóór de ontbinding der Kamers een wetsvoorstel in dien zin werd overgelegd; dit voorstel kan worden overgenomen door hen die de misbruiken gegrond achten; de gevallen van verzuim en bedrog werden overdreven. Voor 't overige gedroegen deze leden zich aan de bespreking, die daarover reeds in de Kamer zelve werd gevoerd.

In eene afdeeling werd gevraagd, dat de Nationale Bibliotheek des avonds en op wettelijke feestdagen voor het publiek toegankelijk zij, alsmede de bibliotheken van Staats hoogeschoolen. Vermeerdering van personeel zou daartoe volstaan.

In eene andere afdeeling, drong een lid aan, opdat de verzamelingen medailles feitelijk voor het publiek genaatbaar zouden zijn.

Naar aanleiding van artikel 14, deed eene afdeeling opmerken dat de werkzaamheden der Commissie voor het vaststellen van de spelling der gemeente- en gehuchtnamen zijn afgeloopen. Waartoe wordt dan andermaal een krediet van 400 frank gevraagd? De Commissie verklaarde zich tegen alle verandering, waarop een lid antwoordde, dat de plaatsnamen herhaaldelijk werden gewijzigd. Overigens behooren de gemeenten zelve de spelling der namen te bepalen, althans haar gevoelen te doen kennen.

Zet de Commissie voor statistiek de uitgave van haar *Bulletin* voort?

In eene afdeeling klaagde een lid over de wijze waarop de *Biographie nationale* wordt opgesteld. Ware 't niet beter ze te vervaardigen naar tijdperken en niet naar alphabetische orde?

Hoe staat het met de uit te geven werken der Sterrenwacht? Deze dienen geregeld te verschijnen, zegt een lid der 4^e afdeeling.

Bij het onderzoek der Begrooting van Openbaar Onderwijs, vroeg een lid der 1^o afdeeling dat een krediet ten voordeele der soep voor schoolkinderen, der kleeding, enz., op de Begrooting worde uitgetrokken. Doch naar zijne bedoeling, moet dit krediet uitsluitend worden voorbehouden voor de leerlingen der officiële scholen.

Andere leden zijn van oordeel dat er tusschen de scholen geen onderscheid mag gemaakt worden, en dat het krediet zoowel voor het *privaat onderwijs* zou moeten gelden als voor het *officiëel*. En, nog verder gaande, beschouwde een lid zulks als een maatregel van weldadigheid, die tot alle kinderen dient uitgestrekt.

Een ander lid doet opmerken, dat daarover breedvoerig in de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd gehandeld, bij de bespreking der Begrooting voor 1901. Naar aanleiding eener kredietsaanvraag door de Kamer verworpen, werden verschillende meeningen uitgedrukt. Zich aan die bespreking gedragende, achten sommige leden evenwel, dat, worden aan gemeenten toelagen verleend voor de soep in de scholen, deze aan al de kinderen moet worden verstrekt. Ten slotte vraagt de Afdeeling eenparig toelagen, doch vele leden stellen het hierboven opgenoemd beding.

In twee afdeelingen, drongen leden aan op wijziging van het Koninklijk besluit van 12 December 1893, waarbij het geestelijk toezicht in de scholen wordt ingericht. Er wordt gewezen op dit misbruik, dat de bisschoppelijke opziener ieder uur van den dag in de scholen komt, ofschoon sommige leerlingen ontslagen zijn van godsdienstonderwijs.

Wij meenen te moeten aanmerken, dat over dit punt breedvoerig werd beraadslaagd, tijdens eene interpellatie, onlangs in de Kamer der Volksvertegenwoordigers gedaan. Doch om 't verlangen van leden der 1^{ste} afdeeling te bevredigen, vestigen wij daarop andermaal de aandacht van Regeering en Kamer.

In de 3^{de} afdeeling, vraagt een lid, dat de Regeering onderzoek zou instellen naar de uitslagen van het aanleeren der Nederlandsche taal in de lagere en middelbare scholen, inzonderheid de uitslagen van het rechtstreeksche stelsel bij het aanleeren van talen.

Een lid der 4^e afdeeling vraagt waar de Regeering van plan is het schoolmuseum over te brengen, nu dat daarvoor geen lokaal meer bestaat, ten gevolge van de vergrooting der museums in het Park van het halve-eeuwsfeest.

In de 5^e afdeeling, wenscht een lid de inzichten der Regeering te kennen over de inrichting van het beroepsonderwijs in de lagere scholen.

Stemming over de Begrooting

De Begrooting werd in haar geheel aangenomen met eenparige stemmen min ééne onthouding. Bijgevolg heeft de Middenafdeeling de eer aan de Kamer voor te stellen ze goed te keuren.

De Verslaggever,
R. COLAERT.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

